



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 70.519/4  
du 29 décembre 2021

advies 70.519/4  
van 29 december 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
8 octobre 1981 sur l'accès au  
territoire, le séjour,  
l'établissement et  
l'éloignement des étrangers,  
concernant la redevance'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
8 oktober 1981 betreffende de  
toegang tot het grondgebied,  
het verblijf, de vestiging en de  
verwijdering van  
vreemdelingen, wat betreft de  
retributie'

Le 22 novembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la redevance'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 décembre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 décembre 2021.

\*

Op 22 november 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de retributie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 december 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 december 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Les mots « et modifié en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2021 » seront insérés à la fin de l'alinéa 2.

2. L'alinéa 5 fait état de l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 26 octobre 2021. Il ne ressort pas des documents joints à la demande d'avis que la Secrétaire d'État au Budget a donné son accord budgétaire exprès sur le projet à l'examen. Figure en effet au dossier une lettre de la secrétaire d'État au Budget, datée quant à elle du 25 octobre 2021, dans laquelle celle-ci ne fait pas état de son accord sur le projet <sup>1</sup>.

Il y a lieu pour l'auteur du projet de s'assurer que pareil accord a bien été donné <sup>2</sup>.

### DISPOSITIF

#### Article 2

1. La phrase liminaire de l'article 2 sera remplacée par ce qui suit :

« Dans le chapitre I inséré par l'article 1<sup>er</sup>, l'article 1<sup>er</sup>/1/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 juin 2016 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 novembre 2021, est remplacé par ce qui suit : ».

---

<sup>1</sup> La Secrétaire d'État au Budget indique en effet dans ce courrier : « Overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole en gelet op het advies van de Inspectie van Financiën (rIF/2021/564(10)) op 13/09/2021, heb ik kennis genomen van dit ontwerp van KB. Ik ben akkoord met de stelling uit het dossier dat om redenen van rechtszekerheid de voorgestelde aanpassingen absoluut noodzakelijk zijn, maar ik betreur dat de daling van de ontvangsten met ongeveer 1 miljoen euro niet werd voorgelegd aan het begrotingsconclaaf over de initiële begroting 2022. Ik neem daarom akte van dit voorstel ».

<sup>2</sup> À défaut, le préambule sera revu : Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », formule F-3-4-7.

2. Le rapport raisonnable entre les montants de redevances fixés à l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 1<sup>er</sup>, en projet, et le cout des services prestés en contrepartie pose question à certains égards <sup>3</sup> :

– Le rapport au Roi justifie le montant de redevance unique pour les diverses demandes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a), en projet <sup>4</sup>, comme suit :

« Rassembler ces catégories en un seul montant favorise une communication claire. Cela évite d'avoir des montants de redevance différents, qui doivent en fait couvrir un cout similaire ».

Cette explication paraît sujette à critique. « [F]avorise[r] une communication claire » ne constitue pas, en soi, un motif admissible pour soumettre une pluralité de situations à un montant de redevance identique, spécialement lorsqu'un tel système aboutit à fixer la redevance à un montant supérieur au cout estimé.

Il s'ensuit que l'auteur du projet doit plus adéquatement mettre en évidence les éléments de nature à justifier le choix opéré.

– Le rapport au Roi gagnerait à mieux faire ressortir ce qui justifie que les couts fixes par demande (« tels que le loyer du bâtiment, les frais de fonctionnement ICT, les frais d'électricité, d'eau, de chauffage, etc. ») soient déterminés dans le cadre d'un calcul basé sur un nombre moyen annuel de demandes soumises à la redevance et ne soient pas répartis de manière proportionnelle au nombre et au type de demandes concernées par l'obligation de redevance <sup>5</sup>, comme c'est le cas pour les autres frais encourus.

– S'agissant de la méthode de calcul de la redevance fixée pour les demandes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, c), en projet <sup>6</sup>, le rapport au Roi explique que leur nombre de ces demandes « étant très faible [...] on prend la moyenne de toutes les demandes d'autorisation de séjour ».

---

<sup>3</sup> La section du contentieux administratif du Conseil d'État a annulé, dans ses arrêts n° 245.403 et n° 245.404 du 11 septembre 2019, l'arrêté royal du 16 février 2015 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' ainsi que l'arrêté royal du 14 février 2017 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' au motif que, en substance, l'État belge n'a pas démontré le rapport raisonnable entre les montants de redevances fixés dans l'arrêté et le coût des services prestés alors que cette exigence est inhérente à la notion même de redevance.

<sup>4</sup> Il s'agit des demandes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1, § 2, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 soit, en substance, les demandes pour un séjour sur la base des études, les demandes sur la base de l'article 9 (demandes humanitaires) et les demandes de regroupement familial.

<sup>5</sup> Le rapport au Roi part du principe que chaque demande entraîne des couts fixes identiques (« Pour la période allant de 2017 à septembre 2019, les frais fixes s'élèvent à 3.819.153 euros, soit un cout fixe moyen de 1.388.783 euros par an. Dans la mesure où le nombre annuel de demandes pour lesquelles une redevance est due est de 38.627, cela représente un cout fixe de 36 euros par demande ») alors que, par exemple, le délai pris pour traiter les demandes peut différer.

<sup>6</sup> Il s'agit des demandes en application de l'article 19, § 2 (demandes d'autorisation permettant de revenir après une absence de plus d'un an) et de l'article 61/7 (demandes d'autorisation de séjour introduites par des étrangers bénéficiant du statut de résident de longue durée dans un autre État membre) de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier s'il n'existe pas d'autres méthodes de calcul qui permettraient d'évaluer le coût réel de ce type de demandes de manière à mieux assurer le caractère proportionné de la redevance. Le cas échéant, l'auteur du projet complètera le rapport au Roi par des éléments d'explication complémentaires.

3. L'auteur du projet complètera le rapport au Roi afin d'y indiquer les raisons pour lesquelles l'exemption pour cas d'indigence reprise à l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 2, 6°, en projet, ne bénéficie qu'aux étrangers qui introduisent leur demande à l'étranger conformément à l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', à l'exclusion des autres cas visés à l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 1<sup>er</sup>, en projet.

### Articles 3 et 6

L'annexe 42 en projet (article 6 du projet) précise que la demande introduite par l'étranger est irrecevable dans le cas où l'étranger n'a pas apporté la preuve qu'il s'est acquitté du paiement de la redevance, comme cela est prévu à l'article 1/2, § 2, en projet.

Cependant, cette annexe dispose également, dans le prolongement de ce que prévoit l'article 1<sup>er</sup>/1/1, § 3, alinéa 2, en projet, que la demande est irrecevable dans le cas où le compte bancaire de l'Office des Étrangers n'a pas été crédité du montant de la redevance.

La question se pose dès lors de savoir si l'absence de preuve que le demandeur s'est acquitté du paiement de la redevance lui incombant ne résulte pas, nécessairement et dans tous les cas de figure, du constat que le compte bancaire de l'Office des Étrangers n'a pas été crédité, de sorte qu'il ne serait pas cohérent, dans l'annexe 42, de faire une distinction entre deux situations qui, en réalité, correspondent à un seul cas de figure, à savoir celui où le demandeur n'a pas apporté la preuve qu'il s'est acquitté du paiement de la redevance lui incombant parce que le compte bancaire de l'Office des Étrangers n'a pas été crédité par ce même demandeur.

Il appartient à l'auteur du projet de clarifier ces hypothèses et, le cas échéant, de revoir le projet en conséquence.

### Article 4

Le Conseil d'État, section du contentieux, a, dans son arrêt n° 245.404, annulé l'arrêté royal du 16 février 2015 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que cet arrêté, en son article 1<sup>er</sup>, n'a apporté qu'une modification purement formelle au chapitre I intitulé « Accès au territoire et séjour n'excédant pas trois mois », consistant à le renuméroter en chapitre I/I <sup>7</sup>.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de prévoir l'insertion d'un chapitre I/I dans le titre *Ibis* de l'arrêté modifié, mais de rédiger le dispositif comme l'était l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 février 2015.

### Article 5

L'arrêt n° 245.404 n'a pas annulé l'article 1/3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, mais la renumérotation de l'article 1<sup>er</sup>*bis* de cet arrêté en un article 1/3.

L'article 1/3 étant redevenu l'article 1<sup>er</sup>*bis* par l'effet de l'annulation, il convient de compléter le projet par un dispositif abrogeant l'article 1<sup>er</sup>*bis*.

\*

---

<sup>7</sup> L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 février 2015 énonçait : « Dans le titre *Ibis*, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le chapitre I intitulé 'Accès au territoire et séjour n'excédant pas trois mois' devient le chapitre I/I ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. In het tweede lid, *in fine*, moeten de woorden “en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2021” worden ingevoegd.

2. In het vijfde lid wordt melding gemaakt van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting d.d. 26 oktober 2021. Uit de stukken die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt niet dat de staatssecretaris voor Begroting het voorliggende ontwerp in budgettair opzicht uitdrukkelijk akkoord heeft bevonden. In het dossier bevindt zich immers een brief van de staatssecretaris voor Begroting, gedagtekend 25 oktober 2021, waarin zij niet schrijft dat ze het ontwerp akkoord bevindt.<sup>1</sup>

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat zo’n akkoordbevinding effectief gegeven is.<sup>2</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

1. De inleidende zin van artikel 2 moet als volgt worden vervangen:

“In hoofdstuk I dat bij artikel 1 wordt ingevoegd, wordt artikel 1/1/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 2016 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 2021, als volgt vervangen:”.

---

<sup>1</sup> In die brief stelt de staatssecretaris voor Begroting immers het volgende: “Overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole en gelet op het advies van de Inspectie van Financiën (rIF/2021/564(10)) op 13/09/2021, heb ik kennis genomen van dit ontwerp van KB. Ik ben akkoord met de stelling uit het dossier dat om redenen van rechtszekerheid de voorgestelde aanpassingen absoluut noodzakelijk zijn, maar ik betreurt dat de daling van de ontvangsten met ongeveer 1 miljoen euro niet werd voorgelegd aan het begrotingsconclaaf over de initiële begroting 2022. Ik neem daarom akte van dit voorstel.”

<sup>2</sup> Zo niet moet de aanhef worden herzien: zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, formule F-3-4-7.

2. De redelijke verhouding tussen de retributiebedragen die in het ontworpen artikel 1/1/1, § 1, worden vastgesteld en de kostprijs van de als tegenprestatie geleverde diensten, doet in bepaalde opzichten vragen rijzen:<sup>3</sup>

– In het verslag aan de Koning wordt het feit dat voor de verschillende aanvragen bedoeld in het ontworpen artikel 1/1/1, § 1, 2°, a),<sup>4</sup> een enkel retributiebedrag bestaat, als volgt gerechtvaardigd:

“Het samenbrengen van die categorieën tot één bedrag komt een heldere communicatie ten goede. Op die manier wordt vermeden dat er verschillende bedragen van retributies zouden gelden, die *de facto* een gelijkaardige kost moeten dekken.”

Die uitleg lijkt vatbaar voor kritiek. “[E]en heldere communicatie ten goede [komen]” is op zich geen aanvaardbare reden om voor verscheidene situaties in hetzelfde retributiebedrag te voorzien, in het bijzonder wanneer een dergelijke regeling ertoe leidt dat het bedrag van de retributie hoger is dan de geraamde kostprijs.

De steller van het ontwerp moet de elementen die de gemaakte keuze kunnen rechtvaardigen, bijgevolg beter naar voren brengen.

– In het verslag aan de Koning zou duidelijker moeten worden gemotiveerd dat de vaste kosten per aanvraag (“zoals de huurlasten voor het gebouw, de werkingskosten voor IT, de kosten voor de elektriciteit, water, verwarming, etc.”) worden bepaald in het kader van een berekening op basis van een jaarlijks gemiddeld aantal aan de retributie onderworpen aanvragen, en niet worden verdeeld in verhouding tot het aantal en het type aanvragen waarvoor de retributieplicht geldt,<sup>5</sup> zoals dat het geval is voor de andere gemaakte kosten.

---

<sup>3</sup> De afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State heeft in haar arresten nr. 245.403 en nr. 245.404 van 11 september 2019 het koninklijk besluit van 16 februari 2015 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ en het koninklijk besluit van 14 februari 2017 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ vernietigd, in hoofdzaak omdat de Belgische Staat niet heeft aangetoond dat er een redelijk verband bestaat tussen de in het besluit vastgestelde retributiebedragen en de kostprijs van de geleverde diensten, terwijl dat vereiste inherent is aan het begrip “retributie” zelf.

<sup>4</sup> Het gaat om de aanvragen bedoeld in artikel 1/1, § 2, 1°, 3°, 4°, 6° en 7°, van de wet van 15 december 1980, namelijk in wezen de aanvragen voor een studieverblijf, de aanvragen op basis van artikel 9 (humanitair verblijf) en de aanvragen tot gezinshereniging.

<sup>5</sup> Het verslag aan de Koning gaat uit van het principe dat elke aanvraag dezelfde vaste kosten meebrengt (“De vaste kosten bedroegen 3.819.153 euro voor de periode van 2017 tot september 2019 wat neerkomt op een gemiddelde vaste kost van 1.388.783 euro per jaar. Vermits het totale aantal jaarlijkse aanvragen waarvoor er retributie dient te worden betaald 38.627 bedraagt, komt dit neer op een vaste kost van 36 euro per aanvraag”), terwijl bijvoorbeeld de termijn om de aanvragen te behandelen kan verschillen.

– Wat betreft de berekeningswijze van de retributie vastgesteld voor de aanvragen bedoeld in het ontworpen artikel 1/1/1, § 1, 2°, c),<sup>6</sup> wordt in het verslag aan de Koning uitgelegd dat, aangezien dat aantal aanvragen “zeer laag ligt, (...) het gemiddelde [wordt] genomen van alle aanvragen tot machtiging tot verblijf”.

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of er geen andere berekeningsmethodes bestaan om de werkelijke kostprijs van dat type aanvragen te kunnen ramen, teneinde de proportionaliteit van de retributie beter te waarborgen. In voorkomend geval moet de steller van het ontwerp een bijkomende toelichting opnemen in het verslag aan de Koning.

3. De steller van het ontwerp moet het verslag aan de Koning aanvullen zodat het aangeeft waarom de vrijstelling wegens onvermogen, vermeld in het ontworpen artikel 1/1/1, § 2, 6°, enkel geldt voor vreemdelingen die hun aanvraag overeenkomstig artikel 9 van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ in het buitenland indienen, met uitsluiting van de andere gevallen vermeld in het ontworpen artikel 1/1/1, § 1.

### Artikelen 3 en 6

In de ontworpen bijlage 42 (artikel 6 van het ontwerp) wordt gesteld dat de door de vreemdeling ingediende aanvraag onontvankelijk is ingeval de vreemdeling niet heeft bewezen dat hij de retributie heeft betaald, zoals dat in het ontworpen artikel 1/2, § 2, wordt bepaald.

In die bijlage wordt, in het verlengde van wat het ontworpen artikel 1/1/1, § 3, tweede lid, bepaalt, echter ook gesteld dat de aanvraag onontvankelijk is ingeval het bedrag van de retributie niet op de bankrekening van de Dienst Vreemdelingenzaken werd betaald.

De vraag rijst dan ook of de ontstentenis van bewijs dat de aanvrager zijn verschuldigde retributie heeft betaald, niet noodzakelijkerwijze en in alle gevallen voortvloeit uit de vaststelling dat de bankrekening van de Dienst Vreemdelingenzaken niet is gecrediteerd, zodat het niet coherent zou zijn in bijlage 42 een onderscheid te maken tussen twee situaties die in feite overeenstemmen met één enkel geval, namelijk het geval waarin de aanvrager niet heeft bewezen dat hij zijn verschuldigde retributie heeft betaald omdat op de bankrekening van de Dienst Vreemdelingenzaken geen betaling van die aanvrager is ontvangen.

Het staat aan de steller van het ontwerp om die gevallen te verduidelijken en in voorkomend geval het ontwerp dienovereenkomstig te herzien.

---

<sup>6</sup> Het gaat om de aanvragen met toepassing van artikel 19, § 2, (aanvragen tot machtiging tot terugkeer na afwezigheid van meer dan één jaar) en van artikel 61/7 (aanvragen voor een machtiging tot verblijf voor vreemdelingen die in een andere lidstaat over een status van langdurig ingezetene beschikken) van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’.

#### Artikel 4

De afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State heeft in haar arrest nr. 245.404 het koninklijk besluit van 16 februari 2015 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ nietig verklaard.

De steller van het ontwerp wordt er attent op gemaakt dat artikel 1 van dat besluit niet meer dan een louter formele wijziging heeft aangebracht in hoofdstuk I, dat als opschrift draagt “Toegang tot het grondgebied en verblijf van ten hoogste drie maanden”, namelijk de vernummering van dat hoofdstuk tot hoofdstuk I/I.<sup>7</sup>

Bijgevolg is er geen reden om te bepalen dat in titel *Ibis* van het gewijzigde besluit een hoofdstuk I/I wordt ingevoegd, maar moet het dispositief worden geredigeerd zoals artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 februari 2015 gesteld was.

#### Artikel 5

Bij arrest nr. 245.404 is niet artikel 1/3 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 nietig verklaard, maar wel de vernummering van artikel *1bis* van dat besluit tot artikel 1/3.

Aangezien artikel 1/3 ingevolge de nietigverklaring opnieuw artikel *1bis* is geworden, dient het ontwerp te worden aangevuld met een dispositief waarbij artikel *1bis* wordt opgeheven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

---

<sup>7</sup> Artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 februari 2015 luidde als volgt: “In titel *Ibis* van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt hoofdstuk I, met de titel ‘Toegang tot het grondgebied en verblijf van ten hoogste drie maanden’, hoofdstuk I/I”.